



COMITÉ FRANÇAIS POUR
LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE



© Fepab-Burkina Faso 2020

RAPPORT ANNUEL 2020

Rapport moral
Rapport d'activité
Rapport financier



NOS PARTENAIRES EN 2020

	Agence Française de Développement
	Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères
	Commission européenne
	Biocoop
	Enseignement agricole
	Fondation Daniel & Nina Carasso
	Fondation de France
	Fondation JM Bruneau
	Fondation Léa Nature
	Fondation Groupe RATP
	Seed Foundation
	Triballat Noyal
	1% pour la planète

SOMMAIRE

NOS PARTENAIRES EN 2020	3
RAPPORT MORAL	6
Retour sur les événements de l'année	7
Les activités des programmes	7
La gouvernance	8
Les réflexions collectives	8
Quelques activités du président	9
RAPPORT D'ACTIVITÉ	10
1. UNE PLATEFORME POUR ÉCHANGER ET AGIR	12
Trois métiers pour la solidarité	13
Vie associative	14
2. POUR UNE AGRICULTURE ET UNE ALIMENTATION DURABLES ET SOLIDAIRES	16
Promotion de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest (Pafao)	17
ALIMENTERRE	19
Le site alimenterre.org	21
Plaidoyer : pour des politiques européennes cohérentes avec le développement des agricultures familiales du Sud	22
3. COOPÉRER AUTREMENT	24
Coopérer autrement en acteurs de changement	25
Programme Concerté Pluri acteurs Jousour (Algérie)	26
Programme Concerté Pluri acteurs Congo	28
RAPPORT FINANCIER	30
Le modèle socio-économique et le fonctionnement du CFSI	31
Le compte de résultat par origine et destination	31
Le bilan du CFSI	34
ANNEXES	36
Liste des projets sélectionnés et suivis en 2020	37
Liste des projets pluriannuels suivis en 2020	41
Instances associatives	46
L'équipe salariée au 15 juin 2021	48
Glossaire	49

RAPPORT MORAL

Retour sur les événements de l'année

Il est bon de revenir d'abord sur des événements qui ont marqué l'année passée. Pour moi je noterais :

- sur le plan politique, **les élections aux États Unis**, vont marquer pendant les 4 prochaines années le retour de l'État par le biais de politiques keynésiennes et de mesures sociales pour l'accès aux biens essentiels. Avec un retour diplomatique du pays dans les organisations multilatérales ;
- même si l'épidémie de **Covid-19** a réduit les interactions entre les personnes, les échanges à distance en visio-conférence ne sont pas dénués d'avantages : moins de temps de transports, moins de problèmes logistiques... Ainsi, les membres du CFSI ont réfléchi à de nouvelles méthodes de travail grâce à une utilisation intelligente du numérique. La pandémie a été aussi l'occasion pour nos partenaires de développer de nombreuses initiatives et innovations, tout en renforçant leur ancrage territorial ...
- enfin les **élections municipales** ont amené d'autres responsables dans les collectivités locales, pas forcément plus enclins à l'ouverture internationale, entraînant un changement dans les responsables de CUF, l'un de nos membres clé.

Nous avons suivi les évolutions du **projet de loi de programmation relative au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales, présenté en Conseil des ministres le 11 mars 2020**. Nous nous inquiétons de l'insécurité croissante au Sahel : un obstacle au développement, à l'éducation et aux échanges.

Les activités des programmes

Les difficultés de l'année ont créé des perturbations dans le déroulement des activités du CFSI. Les agendas ont été contraints par le temps partiel de plusieurs des membres de l'équipe durant le confinement du printemps.

1) Au sein du programme **Terres nourricières**, prolongé en 2020 par un nouveau triennal, je relève que :

- **ALIMENTERRE** consolide son bilan grâce au partenariat avec IMAGO.TV et l'engagement des coordinations et des bénévoles qui a permis l'organisation des séances du festival en visio-conférence ;
- les actions de plaidoyer affichent des résultats sur la campagne sur le lait, entre Europe et Afrique de l'ouest et qu'à travers cette action lait, nous concrétisons le continuum entre les actions de terrain, de sensibilisation des publics et d'interpellation des responsables politiques et économiques ;
- pour faire face à la crise sanitaire, le programme Promotion de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest a réorienté son appel « coup de pouce ». D'abord prévu pour le soutien à l'élaboration des stratégies de changement d'échelle, il a privilégié le travail sur les « conséquences de la crise Covid-19 sur le consommateur local ».

Avec ce nouveau triennal, le CFSI dispose d'une exceptionnelle connaissance des capacités de réaction des organisations ouest africaines sur les systèmes alimentaires, qu'il faudra continuer à valoriser (comme cela a été avec les publications antérieures *Nourrir les villes* et *Les batailles du consommateur local*).

2) Le programme **Coopérer autrement en acteurs de changement (CAAC)** est dans une deuxième phase de 3 ans, avec de nouvelles initiatives pilotes, support à la réflexion collective pour apprendre à « Coopérer autrement ». La capitalisation engagée par Charlotte Boisteau et Stéphane Boul'ch dégage quelques conclusions d'intérêt. En particulier, le CFSI est davantage reconnu pour sa capacité d'accompagnement et de capitalisation des expériences et de mise en réseau que pour son rôle de redistributeur de fonds. Il faudra déposer un dossier pour un nouveau triennal en 2022.

- 3) 2020 aura été un temps d'envol pour **le futur de Joussour** (qui a été prolongé jusqu'au début de 2021), avec un travail intense de l'équipe missionnée « Joussour avenir », malgré les contraintes de la période. L'engagement accru de l'Union européenne et de la Fondation de France est encourageant.
- 4) **Le PCPA Congo** est entré dans la deuxième année du dernier triennal, il a maintenant trouvé ses marques, dans le contexte spécifique de ce pays. Il conviendra de préciser la suite qui en sera donnée d'ici la fin de 2021. Un travail de réflexion est réalisé à cet effet par un comité adhoc appelé « comité transitoire ».

La gouvernance

Comme chaque année, cinq conseils de direction et une Assemblée générale (en septembre au lieu de juin) se sont tenus, ainsi qu'une réunion en juin afin de faire le point sur l'impact de la crise sanitaire avec l'ensemble des membres et aborder le projet des 60 ans centré sur la reformulation du projet associatif. Les comités associés aux programmes se sont tenus pour l'essentiel....

Une répartition entre les membres des dossiers portés par le CFSI a été définie au cours du conseil de direction de novembre.

La déléguée générale Anne Françoise Taisne, élue au Conseil d'administration de Coordination SUD, suit la commission de financement institutionnel, ce qui apporte au CFSI des informations importantes en particulier en ce qui concerne les positions de l'Agence Française de Développement.

Comme chaque année les comptes 2020 sont équilibrés, avec une contribution en progression des donateurs, malgré les impacts que l'on craignait de la crise sanitaire. Merci à eux et à l'équipe pour les efforts faits pour la relance et entretenir les liens...

Il convient également de noter la refonte du site du CFSI engagée en 2020, effective depuis le début de l'année 2021.

Les réflexions collectives

Le CFSI en tant que plateforme mène en permanence des réflexions collectives. En 2020 ont été principalement abordé deux sujets : la préparation du projet associatif, comme façon de marquer les 60 ans de notre plateforme et les relations avec le secteur marchand.

Les 60 ans du CFSI et le projet associatif

La priorité a été donnée à la réécriture du « projet associatif » qui se déclinera dans un nouveau cadre stratégique. La réunion des membres de juin relève que sur les cinq engagements du cadre stratégique actuel, deux sont davantage considérés : la promotion du socle des droits et l'action pour des transitions environnementales, sociales et économiques, liées aux territoires (rejoignant les objectifs du CAAC, si l'on ajoute « coopérer sur des enjeux partagés »). En conclusion de cette réunion, j'avais insisté sur l'idée d'une convergence de tous vers un état de développement durable commun. Malgré les grandes disparités entre pays, l'objectif est d'aller vers des sociétés qui pèsent peu sur la planète, mais avec un indice de développement humain élevé¹. Dans ce cadre, l'idée du « rattrapage » que le Sud devait faire pour rejoindre le Nord est obsolète !

¹ Cf. le schéma « Tous en transition vers le développement durable » rapport d'orientation stratégique de l'AFD 2018-2022, p.14 : <https://www.afd.fr/fr/ressources/plan-orientation-strategique-2018-2022>

C'est donc un processus de réflexion qui est lancé, pour reformuler la vision, les valeurs et les missions du CFSI. Un groupe de travail sur ce processus a été créé, des conclusions et des événements attendus pour 2021.

Quant aux 60 ans, ils n'ont pas été oubliés : un logo, une papeterie anniversaire et une vidéo retraçant l'histoire de notre association ont été créés pour lancer les festivités sur toute l'année 2021, en parallèle du lancement du nouveau site internet.

Les relations entre le CFSI et le secteur marchand

En lieu et place d'une charte, une feuille de route a été jugée préférable et plusieurs versions ont été successivement écrites. Il restera à la finaliser au cours de l'année 2021 !

Les discussions ont porté en particulier sur la place du secteur informel et ont mis en avant la situation des PME d'Afrique qui souffrent de la crise (tourisme, agroalimentaire, micro finance, éducation...) sans avoir l'attention des banques classiques, alors qu'elles sont essentielles au développement. Leur fragilité risque d'ouvrir la voie encore plus aux grands groupes à capitaux des pays riches, dans l'agroalimentaire ou les nouvelles technologies de l'information.

Quelques activités du président

Les relations avec les membres en dehors des réunions du CFSI ont été réduites, limitées à une participation à la réflexion de Guinée 44 sur son avenir, aux journées internationales de CUF et aux deux assemblées générales du Gret.

Je continue de faire le lien avec **l'Alliance Sciences société (Alliss)** dont le CFSI est membre, en me réjouissant que le Gret y participe activement. Notamment, J'ai participé aux 2 journées de novembre en visio-conférence sur l'actualité du « Tiers secteur de la recherche » qui se définit comme regroupant le secteur non marchand, le secteur marchand à but non lucratif ou lucratif de petite taille « impliqués dans des activités territorialisées de recherche et d'innovation ».

J'ai rencontré des membres du CFSI aux **Journées Carasso** de l'Alimentation qui ont regroupé de nombreux acteurs... Et participé à bien d'autres conférences, dont parfois j'ai fait un compte rendu.

J'ai accepté d'être l'un des trois évaluateurs de la **Chaire Unesco alimentation du Monde** en octobre et novembre destinée aux tutelles de cette chaire, la Fondation Carasso, Montpellier Sup-Agro, et le Cirad. Cela a été l'occasion de retrouver plusieurs de nos partenaires et de souligner les dimensions nombreuses de l'alimentation, des systèmes alimentaires, sur lesquels la chaire travaille tout particulièrement. J'ai continué à assurer la présidence du Conseil scientifique de **l'ISARA**, une occasion de contact avec des enseignants chercheurs tournée vers l'action, dans les dimensions « Agroécologie et alimentation durable »

La période a été favorable à la participation à des visio-conférences. Cela a permis de mieux connaître des universitaires comme **Achille Mbembe**, (et ce qu'il a écrit sur la nécessité de déconstruire les catégories coloniales perdurant dans l'ère de la post-colonie) ou le groupe de recherche **ACHAC** qui pour moi prolonge le travail réalisé en 2017 avec la Maison des sciences de l'homme de Montpellier sur « le poids du passé colonial ».

En conclusion je reprends une phrase notée au cours de l'année : *la crise ne peut-elle être considérée comme « une source de jouvence ? »*.

Faisons ensemble en sorte que l'après ne soit pas le retour de l'avant !

Yves Le Bars,
Président du CFSI

RAPPORT D'ACTIVITÉ



////////// Une plateforme pour échanger et agir //////////

Le CFSI se veut et se vit comme une plateforme de solidarité internationale. Ses membres agissent à l'international via des coopérations interassociatives, décentralisées ou intersyndicales.

Le CFSI met au service de ses membres des ressources humaines et financières. L'objectif est de **co-construire et d'accompagner des initiatives de solidarité internationale** et des innovations. **Il anime les échanges** et transforme les pratiques en savoirs partagés. Le **CFSI suscite la création de réseaux** à même de porter des programmes qui resteraient inatteignables pour une organisation isolée.

Le CFSI place **les ODD au cœur de ses engagements**, qui se concrétisent par des actions visant à :

- promouvoir le socle des droits ;
- agir pour des transitions économiques, sociales et environnementales ;
- coopérer sur des enjeux partagés entre territoires ;
- construire la démocratie par des mises en réseaux pluri acteurs ;
- favoriser les innovations et le changement d'échelle.

Trois métiers pour la solidarité

L'équipe du CFSI est mobilisée autour de trois métiers :

- **Elle anime des réseaux d'échanges et des espaces collectifs** avec ses membres et avec des organisations partenaires ou des alliés. Ces espaces concernent une entrée thématique à travers ALIMENTERRE qui mobilise une diversité d'associations en France mais aussi à l'international, les activités de plaidoyer et des entrées géographiques avec les programmes concertés pluri acteurs (PCPA) en Algérie et au Congo.
- Grâce au soutien financier de ses donateurs, de bailleurs publics et privés, **elle accompagne des initiatives** menées par ses membres pour coopérer autrement. Elle mobilise également des partenaires dans les programmes réalisés avec d'autres organisations, comme les PCPA ou le programme de Promotion de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest (Pafao) avec la Fondation de France.
- **Elle produit et diffuse des connaissances** issues des programmes du CFSI et des expériences de ses membres et de leurs partenaires pour sensibiliser d'autres réseaux, des non-convaincus et interpeller les décideurs politiques et économiques.

CHIFFRES CLÉS 2020

Une plateforme associative de 24 membres animée par leurs représentants, des bénévoles et une équipe de 11 salariés

Près de 600 organisations partenaires à l'international

Plus de 300 000 productrices et producteurs accompagnés depuis 2009

1 500 acteurs engagés dans ALIMENTERRE

43 000 spectateurs pour le festival de films ALIMENTERRE

215 000 internautes ont visité nos deux sites cfsi.asso.fr et alimenterre.org

Vie associative

Les organisations membres impliquées dans la gouvernance de l'association

Fin 2020, le CFSI rassemble 24 organisations françaises impliquées dans la solidarité internationale. Ses membres se sont régulièrement impliqués dans les travaux de l'association. Le bureau a validé à distance les propositions du comité consultatif suite aux appels à initiatives. Le conseil de direction s'est réuni six fois. À partir d'avril 2020, les réunions ont eu lieu en visio-conférence.

THÈMES MAJEURS DE DISCUSSION DU CONSEIL DE DIRECTION	
Février 2020	Plaidoyer Coordination Sud sur les financements publics PCPA Jousour : bilan et perspectives Suivi financier 2019 et budget 2020
Avril 2020	Point sur la crise sanitaire : situation des membres et du CFSI Préparation de l'assemblée générale Texte sur le secteur marchand
Juin 2020	Suivi financier 2019 et budget 2020 réactualisé Préparation de l'assemblée générale de septembre et de la réunion des membres de juin Validation du plan de collecte
Septembre 2020	Présentation site Internet Arrêté des comptes 2019 Préparation de l'assemblée générale
Novembre 2020	Élection du bureau Discussion sur les communs Dossiers suivis par les membres du conseil de direction
Décembre 2020	Processus de réflexion sur le projet associatif du CFSI Vidéo des 60 ans Texte sur le secteur marchand

Les membres s'impliquent dans les **comités d'orientation des programmes** qui proposent et suivent les orientations pour qu'ils répondent davantage aux enjeux agricoles et alimentaires et à la lutte contre les inégalités.

Un comité stratégique composé de trois membres du conseil de direction suit le programme CAAC. Un comité d'orientation stratégique conjoint CFSI / Fondation de France suit le programme Pafao. Un groupe de travail chargé d'animer le processus de travail sur le projet associatif a été constitué courant 2020.

À ces espaces s'ajoutent **les comités de pilotage des PCPA en Algérie et en République du Congo** où le CFSI intervient comme ONG garante aux côtés des membres de ces programmes. Pour finir, des comités consultatifs mobilisent des membres du CFSI et des personnes externes nommées par le conseil de direction. Ils étudient les projets et proposent une sélection qui est validée par le bureau.

Le CFSI, investi dans les espaces collectifs

Le CFSI est adhérent direct de Coordination SUD, la coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale. Il est membre de son conseil d'administration. Il co-anime le groupe de travail « financements publics français AFD » et participe à la commission agriculture et alimentation, à la commission ODD et à la taskforce COVID-19. Le CFSI est membre du comité de pilotage du Festisol et de son groupe communication. Il est membre d'Alliss, du Don en confiance, du F3e et de la Plateforme pour une autre PAC. Il coanime avec Oxfam France le collectif informel français « N'exportons pas nos problèmes » qui travaille sur l'action lait.

Il poursuit des échanges avec le Comité 21 sur l'appropriation des ODD par les acteurs non étatiques et avec la Fonda pour faire connaître les travaux du programme CAAC.



© Asdes Sénégal

/// Pour une agriculture et une alimentation durables et solidaires ///

Plus de 690 millions de personnes dans le monde, soit 8,9 % de la population mondiale, principalement des ruraux, souffrent de la faim. Inégalités et pauvreté sont à l'origine de la faim et de la malnutrition. Le système alimentaire mondial reste inéquitable et engendre une concurrence qui exclut les plus faibles, les femmes et les jeunes. Face à ces constats, le CFSI s'engage en faveur de **systèmes agricoles et alimentaires durables et solidaires** qui favorisent le consommateur local.

Les engagements du CFSI sont de trois ordres :

- soutenir l'**innovation paysanne, locale et durable** à l'exemple du programme « Promotion de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest » ;
- **sensibiliser** les opinions publiques sur les enjeux agricoles et alimentaires à travers ALIMENTTERRE ;
- plaider pour une **cohérence des politiques européennes et françaises avec les politiques de développement** pour le respect de la sécurité et de la souveraineté alimentaire et du droit à l'alimentation.

Promotion de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest (Pafao)

14 projets soutenus dans le cadre de l'appel à projets général

L'appel à projet général visait à soutenir des projets en faveur de l'accès des produits de l'agriculture familiale au marché de masse. Le CFSI et la Fondation de France ont sélectionné des innovations visant un nombre important de consommateurs des classes moyennes ou pauvre ainsi que celles ciblant les marchés institutionnels ou impliquant les consommateurs ouest-africains. 14 projets sur 67 reçus ont été sélectionnés et 4 placés sur liste d'attente. Les porteurs ont pu ajuster les initiatives pour faire face aux conséquences de la crise sanitaire.

Les temps forts de l'année : un contexte particulier

Le forum de discussion en ligne Roppa-Pafao-Jafowa, un espace dédié aux conséquences de la crise sanitaire

Initialement consacrée au thème de la distribution en masse des produits locaux, la discussion du printemps 2020 s'est concentrée sur les crises sanitaires et socioéconomiques provoquées par la Covid-19. Le forum de discussion regroupe 700 personnes provenant de 350 organisations paysannes ou d'appui, œuvrant pour le « consommer local » en Afrique de l'Ouest ou au-delà. Les discussions ont contribué à rendre visible l'aggravation de l'insécurité alimentaire comme corollaire aux mesures sanitaires. Plus de 50 professionnels y ont contribué, quasiment tous ouest-africains. La synthèse des échanges a été largement relayée à l'extérieur du réseau Pafao.

Filière lait

Mesure des impacts des importations de poudre sur la filière lait local

En 2020, la capitalisation participative Pafao a mobilisé l'expertise des professionnels d'organisations paysannes (Interprofession des producteurs de lait du Burkina Faso et Apess au Sénégal) et d'ONG (Karkara au Niger, ICD au Mali, Gret au Sénégal) sur les conditions de l'essor de la filière lait local face au lait importé. Le soutien à la production, à la transformation et à la collecte doit aller de pair avec une meilleure information des consommateurs, des industriels et des décideurs pour parvenir à créer un cadre plus favorable à l'essor de la consommation de lait local (tel que l'exonération de TVA sur le lait décidée au Sénégal).

Une contribution à la réflexion sur la place des femmes

Dans le cadre d'actions de solidarité internationale, l'intégration du genre requiert une analyse croisée, nécessairement interculturelle et relative. Le risque d'éviction des femmes des activités devenues plus rémunératrices est une préoccupation commune au sein du réseau Pafao. Les entretiens sur la filière lait ont permis de recueillir les réflexions sur le genre dans la note « La filière lait ouest-africaine : une affaire de femmes ? »

Changement d'échelle : deux nouveaux chantiers lancés en 2020

Ouverture d'un dialogue avec les investisseurs solidaires et soutien aux actions de plaidoyer pour des politiques nationales favorables au consommer local

À partir de données économiques et financières sur les entreprises portant des innovations pour la mise en marché des produits locaux de qualité, un dialogue a été engagé avec des investisseurs solidaires afin qu'ils puissent prendre le relai du programme Pafao pour un accompagnement de leur croissance (stratégie commerciale, formalisation, investissement en équipement, fond de roulement suffisant, etc).

Des espaces de concertation ont été créés avec le Roppa et arrimés aux plateformes nationales paysannes du Sénégal et du Burkina Faso pour contribuer au plaidoyer en faveur du consommateur local auprès des décideurs de politiques nationales.

Un appel « Coup de pouce » exceptionnellement dédié aux conséquences de la crise sanitaire

Le dispositif « Coup de pouce à la construction de stratégies de changement d'échelle » a été dédié aux conséquences de la crise Covid-19 sur le consommateur local, s'adressant aux organisations intervenant sur la filière lait (une des plus touchées), sur l'alimentation scolaire et/ou d'urgence (pour qu'ils intègrent un maximum de produits locaux) et sur le plaidoyer pour que les mesures sanitaires ne se fassent pas au détriment des filières locales. Le comité d'attribution d'urgence a retenu 11 des 23 projets instruits pour un montant total de subventions de 238 159 euros (91 745 euros de la Fondation de France, 146 414 euros du CFSI avec cofinancement AFD).

Enfin, 9 fiches thématiques pour nourrir la réflexion sur les conditions du changement d'échelle des innovations en faveur de filières alimentaires locales rémunératrices ont été produites à partir des expériences tirées de cet appel à projets sur la période 2015-2019.

LE PROGRAMME PAFao EN QUELQUES CHIFFRES

Créé en 2009 par la Fondation de France et le CFSI, le programme Pafao **renforce la capacité de l'agriculture familiale ouest-africaine, paysanne et durable, à nourrir les villes et les zones rurales**. Malgré des politiques publiques largement défavorables et un sous-financement patent, celle-ci a démontré son potentiel quant à la production d'alimentation (elle assure 80 % de l'alimentation consommée de la région), l'emploi et la durabilité écologique.

La soutenir constitue une solution au problème de la faim qui a progressé ces dernières années et concerne plus de 690 millions de personnes dans le monde.

Le programme identifie les innovations locales et paysannes qui connectent l'agriculture familiale aux marchés. Il anime la capitalisation des expériences entre des organisations, soutient le changement d'échelle des innovations et articule les actions avec les plaidoyers politiques.

Il s'appuie sur des organisations ouest-africaines en partenariat avec des organisations françaises ou européennes, mais aussi sur des réseaux paysans régionaux.

Depuis sa création, Pafao c'est :

- 256 projets dans 14 pays
- 23 coups de pouce pour élaborer des stratégies de changement d'échelle et 11 coups de pouce pour répondre à la crise Covid-19
- près de 300 000 producteurs et 26 000 transformateurs accompagnés, dont 40 % sont des femmes
- près de 5 millions de consommateurs concernés
- un travail en collaboration avec 155 organisations ouest-africaines et 87 organisations européennes
- des liens forts et structurels avec le principal réseau paysan d'Afrique de l'Ouest, le Roppa
- en 2020, 76 projets Pafao étaient en cours.



Au regard du contexte de crise sanitaire et de la renégociation de la Politique agricole commune, les questions agricoles et alimentaires ont été particulièrement discutées en 2020. En adaptant ses formats, ALIMENTERRE a continué à inciter les citoyens à agir en faveur de systèmes alimentaires durables et solidaires, respectueux du droit à l'alimentation.

Les temps forts de l'année



15 OCTOBRE – 30 NOVEMBRE 2020

Cette 14^e édition du festival ALIMENTERRE s'est adaptée à la situation et a permis de maintenir des espaces de dialogue et de débats autour des questions agricoles et alimentaires malgré les restrictions sanitaires. Pour la première fois, le festival a été décliné dans une version en ligne, en plus de la version en présentiel classique. Pour cela, le CFSI s'est associé à IMAGO.TV, une plateforme vidéo pour la transition environnementale et sociale. L'accès aux projections est resté gratuit. 8 films ont servi de supports à plus de 530 heures de débat auprès des citoyens consommateurs et des futurs professionnels agricoles. L'agriculture durable, les impacts de nos choix de consommation, les politiques agricoles et les modes d'élevage ont été particulièrement questionnés.

Le festival ALIMENTERRE a à cœur de pouvoir faire témoigner les partenaires internationaux, notamment ouest africains, concernant leurs problématiques locales, leur expertise particulière et également les impacts concrets des interdépendances avec l'Europe. Le festival en ligne a permis une participation des partenaires plus importante que les années précédentes. Les organisateurs et les spectateurs ont plébiscité à plus de 90% le maintien d'une version en ligne, en parallèle de la version en salle pour les années suivantes.

LE FESTIVAL ALIMENTERRE EN QUELQUES CHIFFRES

Depuis 2000, le CFSI a pour objectif **la sensibilisation des citoyens sur les enjeux alimentaires mondiaux.**

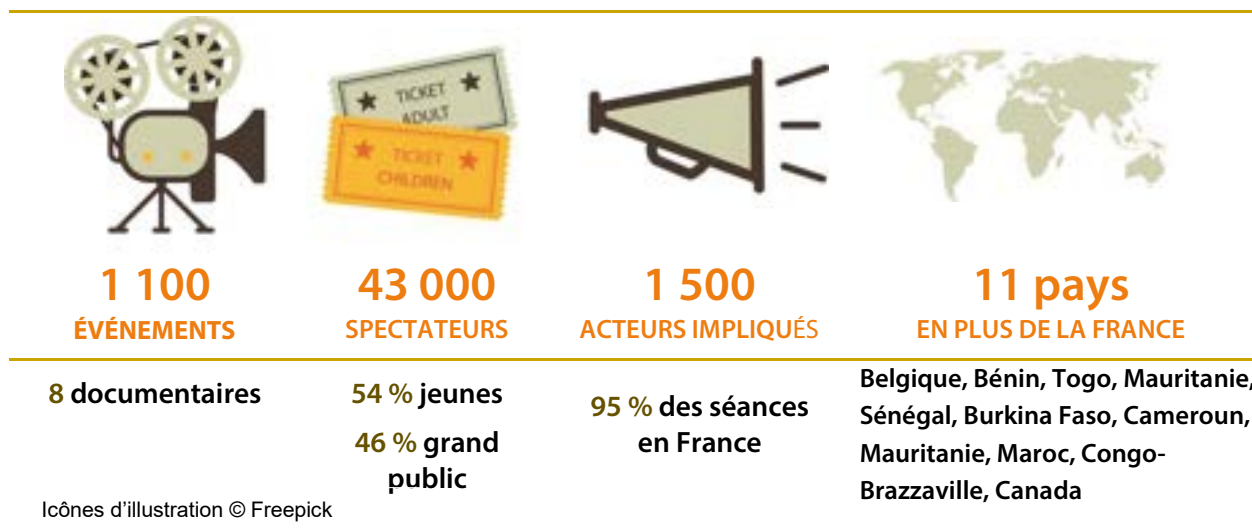
Il anime le Festival, le Prix et le réseau ALIMENTERRE en partenariat avec des acteurs du monde agricole et de la solidarité internationale.

Depuis le début du festival en 2007 :

- 588 000 personnes sensibilisées
- 12 230 événements organisés

Le Bilan 2020 du festival

Baisse du nombre d'événements et de participants en raison de la situation sanitaire





MAI 2020
7^e édition du Prix ALIMENTERRE

Organisé en partenariat avec la direction générale de l'enseignement et de la recherche du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, le Prix ALIMENTERRE donne la parole aux jeunes entre 14 et 25 ans. Depuis 2019, il récompense les initiatives novatrices des jeunes afin de sensibiliser et mobiliser sur les enjeux agricoles et alimentaires.

Sur les 15 projets originaux proposés en 2020, trois ont été lauréats :

- « **Comment nous nourrir durablement** », vidéo conçue sur le principe de "Instagram contrôle ma vie", des élèves de seconde du lycée agricole de Kernilien en Bretagne ;
- « **Inventions de pâtes à tartiner durables et locales** », projet de création de filière et de produits par des élèves du lycée Toulouse Auzerville en Occitanie ;
- « **Autopsie des poubelles** », vidéo réalisée par des élèves du lycée agricole et agroalimentaire d'Yvetot en Normandie.

Les lauréats ont présenté leur projet à l'occasion de la remise des prix organisée en ligne le 27 mai 2020. Malheureusement, le Salon International de l'Agriculture 2021 ayant été annulé, ils n'ont pu venir exposer leur projet à cette occasion.

LES FUTURS PROFESSIONNELS AGRICOLES MOBILISÉS

Une note de service est envoyée à tous les établissements de l'enseignement agricole. Leur implication est encouragée par la direction de l'enseignement et de la recherche du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, par ses directions régionales (DRAAF) et par ses réseaux d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale (Red), de l'enseignement privé (Cneap) et des Maisons familiales rurales.

- Plus de la moitié des événements ALIMENTERRE se sont déroulés dans des écoles et lycées, dont la majorité dans les établissements d'enseignement agricole, notamment à travers des projections débats organisés par les enseignants. 130 lycées ont participé et près de 12 000 jeunes ont été sensibilisés.
- La formation ALIMENTERRE organisée avec Supagro Florac et le Red à destination des coordinations et de l'enseignement agricole a été déclinée en ligne en deux webinaires et a permis d'ouvrir les réflexions à un public plus large.

Le réseau ALIMENTERRE continue à se structurer sur tout le territoire

Le CFSI anime le réseau ALIMENTERRE composé des partenaires nationaux, des coordinations qui animent les actions sur les territoires et des organisations locales. Le but est d'encourager la formation et la mise en réseau des acteurs sur leur territoire, l'échange et le développement d'innovations pédagogiques, la démultiplication des espaces de débat et de sensibilisation et la valorisation des initiatives pour susciter l'engagement citoyen. Il se réunit plusieurs fois par an pour échanger sur les réalisations et les perspectives.

Depuis fin 2019, le CFSI accompagne 16 associations, dont 14 en France et 2 en Afrique de l'Ouest, pour déployer ALIMENT^{TERRE} tout au long de l'année sur les territoires. Ces associations intègrent une démarche territoriale et pluri-acteurs, animent des réseaux regroupant organisations de solidarité internationale, de la transition agricole et alimentaire et adaptent les messages pour mieux relier les enjeux locaux et globaux et sensibiliser de nouveaux publics.

Au niveau national, le CFSI a animé ses partenariats avec 32 têtes de réseaux nationaux représentant le monde agricole et alimentaire, des organisations de solidarité et des associations de défense de l'environnement.

Le site alimenterre.org

En 2020, le site web alimenterre.org continue d'attirer de plus en plus de personnes. 184 200 internautes ont consulté le site, totalisant 242 000 visites (+15 % par rapport à 2019).

Le site interactif alimenterre.org est une plateforme de ressources sur 12 thématiques différentes qui permet de trouver des informations et des outils tout au long de l'année sur les sujets agriculture et alimentation.

Il est également la vitrine du festival à l'automne. Les organisateurs inscrivent leur événement pour que le public y trouve des événements près de chez eux ou en ligne. Le site a dû évoluer en 2020 pour informer sur les séances ALIMENT^{TERRE} dématérialisées et faire le lien avec le site d'IMAGO.TV, partenaire du CFSI pour le festival en ligne.

Les projets soutenus en Afrique de l'Ouest par le programme Pafao sont également visibles sur un espace cartographique du site.

ZOOM SUR LA PLATEFORME ALIMENTERRE.ORG

- la banque de films documentaires² recense près de 200 courts, moyens et longs-métrages pour la sensibilisation aux enjeux agricoles et alimentaires. Certains sont libres de droit.
- depuis la carte Pafao³, une centaine de vidéos sont accessibles en ligne. Leur diffusion est libre : il s'agit de rendre visibles les problématiques d'accès au marché pour les agriculteurs et éleveurs d'Afrique de l'Ouest et de diffuser les innovations des organisations soutenues dans le cadre de ce programme.



²<https://www.alimenterre.org/recherche-avancee?f%5B0%5D=categorie%3Adocu>

³https://www.alimenterre.org/le-reseau-d-innovations-locales-et-paysannes-pafao-et-ses-allies?title=&field_liens_uri%5B1%5D=1

Plaidoyer : pour des politiques européennes cohérentes avec le développement des agricultures familiales du Sud

Le CFSI mène un plaidoyer en faveur d'une Politique Agricole Commune (Pac) solidaire avec le Sud et contre les Accords de partenariat économique entre l'Union européenne et l'Afrique de l'Ouest. En synergie avec le programme de Promotion de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest (Pafao), le plaidoyer du CFSI vise prioritairement à soutenir en France les paysans ouest africains et leurs mobilisations.

Les acteurs de la filière lait local se mobilisent en Afrique de l'Ouest

Ce plaidoyer résulte d'une collaboration initiée dès 2013 avec le programme Pafao. Ce sujet est à la fois, une priorité pour les organisations paysannes ouest-africaines partenaires du Pafao qui ont lancé la campagne « Mon lait est local » en juin 2018, et une illustration des enjeux de la mise en cohérence des politiques européennes avec le développement (Pac, politique commerciale).

En effet, une des contraintes majeures au développement de la filière locale résulte d'un modèle agricole européen générateur d'excédents laitiers, exportés notamment en Afrique de l'Ouest sous forme de lait en poudre, vendu en dessous de ses coûts de production grâce aux subventions de la Pac. Les prix sont d'autant plus bas que l'Union européenne exporte essentiellement un mélange de lait écrémé, réengraissé avec de l'huile de palme.

LA CAMPAGNE « MON LAIT EST LOCAL » DEMANDE :

- la réduction de la production laitière européenne (excédents destinés à l'exportation) ;
- des exportations européennes responsables qui ne nuisent pas à la filière ouest africaine ;
- des investissements responsables privilégiant les achats locaux de lait ;
- l'arrêt des exportations de lait réengraissé.

Le plaidoyer en Europe vise à relayer ces demandes et à favoriser l'ouverture d'espaces de dialogue entre la campagne « Mon lait est local » et des responsables politiques et économiques européens afin de contribuer aux changements attendus.

Les faits marquants de l'année en France et en Europe

N'exportons pas nos problèmes



En soutien à la campagne « Mon lait est local », le CFSI a mis en place le collectif « N'exportons pas nos problèmes » qui regroupe 13 associations de solidarité internationale et organisations active en France (ONG, organisations paysannes et syndicats, dont 7 membres du CFSI).

Elles remettent en cause un modèle laitier agro-exportateur. Ce collectif est coanimé par le CFSI et Oxfam France. Il relaie les positions de la campagne « Mon lait est local » en étroite collaboration avec la campagne belge « N'exportons pas nos problèmes » et en lien avec

2 organisations paysannes européennes (European Milk Board et EVCV, la coordination européenne Via Campesina).

« N'exportons pas nos problèmes » bénéficie de l'appui de chercheurs du Cirad, de l'Inrae, de l'Institut de l'élevage, de l'Académie d'agriculture de France et de l'Université de Louvain.

Au niveau européen, avec la campagne belge :

- la Commission européenne a répondu à notre demande de transparence en créant une ligne tarifaire spécifique pour mesurer, à partir de janvier 2020, les exportations de poudre réengraissée (avant, le suivi de ces échanges était très difficile) ;
- elle a organisé en février 2020 un dialogue entre sept représentants de « Mon lait est local » et les organisations représentatives des entreprises laitières européennes pour leur faire prendre conscience des enjeux du développement de la filière ouest-africaine ;
- le Parlement européen a adopté les propositions de l'European Milk Board, soutenues par la Coordination européenne Via Campesina et les campagnes « Mon lait est local » et « N'exportons pas nos problèmes », visant à mettre en place un mécanisme de réduction des excédents pour prévenir des crises de surproduction qui menacent à la fois les éleveurs européens (chute des prix) et les producteurs ouest-africains (hausse des exportations européennes à bas prix pour écouler les surplus). Un exemple concret d'enjeux partagés entre éleveurs des deux territoires.

En France :

- poursuite du dialogue avec le Cniel (interprofession laitière française, qui regroupe les producteurs laitiers, les entreprises laitières et la grande distribution). Suite à ces discussions, le Conseil d'administration validera officiellement le lancement d'une concertation avec « Mon lait est local », son homologue ouest-africain et l'appui de « N'exportons pas nos problèmes » (février 2021) ;
- dialogue avec des dirigeants de Lactalis et Sodial. Des rencontres entre les franchisés de Sodial et les coalitions nationales de « Mon lait est local » sont prévues au Mali et au Sénégal afin de promouvoir les achats de lait local et réduire la transformation de poudre de lait importée ;
- avec la Fédération générale agroalimentaire de la CFDT, premier syndicat dans les entreprises laitières, amorce d'un travail associant des syndicats ouest africains de ce secteur en vue d'une rencontre avec Danone pour encourager des pratiques favorables à la filière lait local ouest-africaine (plan de vigilance).

ZOOM SUR L'AGRO-ÉCOLOGIE DANS LES PROGRAMMES SCOLAIRES

Le Snetap-FSU (initiateur du projet), le CFSI (programmes plaidoyer et ALIMENTERRE) et 2 autres membres du CFSI (SOL et ISF-Agrista) ont constitué en 2020 un comité de pilotage visant à organiser le colloque : « Quelle place pour l'agroécologie dans les programmes scolaires ? » qui abordera les enjeux de la transition agroécologique, sa dimension internationale (ALIMENTERRE, les campagnes « Mon lait est local » et « N'exportons pas nos problèmes »...) et, enfin, sa place dans les programmes scolaires. Il se déroulera le 24 mars 2021.



//////////////////// Coopérer autrement //////////////////////

La faiblesse et l'isolement d'une société civile constituent un lourd handicap pour progresser dans le changement, le développement et la démocratie. Le CFSI s'est engagé à relever le défi **d'accompagner des sociétés civiles à se structurer**. Cet engagement se concrétise dans deux pays ayant connu de longues guerres civiles : l'Algérie et la République du Congo.

Le CFSI s'attelle, avec ses membres, **à renouveler les façons de coopérer et tisser des liens de solidarité**, pour encourager un apprentissage mutuel sur les effets du dialogue entre acteurs publics, économiques et la société civile.

Trois principes organisent cette démarche :

- s'inscrire dans une **approche pluri acteurs** associant organisations de la société civile, pouvoirs publics et secteur marchand ;
- soutenir des coopérations mutuelles et des **solidarités de territoire à territoire** ;
- privilégier le **temps long** de la concertation.

Coopérer autrement en acteurs de changement

Entré dans sa seconde phase en 2019, le CAAC accompagne les évolutions des pratiques de coopération, en France comme dans d'autres pays, pour mieux lutter contre les inégalités ici et ailleurs et construire des partenariats égaux, capables d'agir sur des enjeux communs, locaux et internationaux, à l'instar des Objectifs de Développement Durable (ODD).

Les faits marquants de l'année

Mise en œuvre des initiatives pilotes

Les 9 initiatives pilotes qui mobilisent 14 membres du CFSI se sont poursuivies au Salvador, aux Philippines, en Inde, au Bangladesh, au Japon, en Algérie, en Guinée, au Mali, au Sénégal, et en écho dans les Pays de la Loire, en Occitanie, dans les Hauts de France, en Ile de France et en Auvergne Rhône-Alpes. Elles concernent l'insertion citoyenne, sociale et professionnelle des jeunes, l'économie sociale et solidaire, les questions posées par les changements écologiques, etc. En 2020, deux temps communs, en janvier et juin, ont permis aux porteurs de projets et à leurs partenaires de se retrouver et d'échanger sur leurs questionnements, avant puis pendant la pandémie de la Covid-19.

Faire réseau et travailler son ancrage territorial

Le fonds d'animation territorial : faire gagner en visibilité les apprentissages du programme

Deux propositions d'animation ont été instruites en novembre. Elles rassemblent chacune trois membres dans les régions Nouvelle Aquitaine et Pays de la Loire. Les partenariats pluri-acteurs, les conditions de leur naissance et de leur développement se trouvent au cœur de ces deux propositions.

Animation territoriale

Après la présentation d'une note sur les ODD pour (re)penser les projets en juin, les membres ont participé en novembre à un bilan à mi-parcours du programme et pris connaissance des résultats d'une enquête menée auprès de 17 membres sur leurs pratiques partenariales.

Produire et partager des connaissances

La capitalisation a démarré en janvier 2020. Elle analysera les effets de partenariats pluri-acteurs sur les territoires et en particulier en France. Le binôme de consultants a réalisé des entretiens et rédigé une première synthèse en août.

LE PROGRAMME COOPÉRER AUTREMENT EN ACTEURS DE CHANGEMENT EN QUELQUES CHIFFRES

Depuis 2014, le programme CAAC propose aux membres du CFSI d'expérimenter de nouvelles manières de coopérer, des partenariats plus divers, des champs d'action en France et à l'international - autour d'enjeux partagés qui relient l'économie et le social - pour mieux lutter contre les inégalités.

Le CAAC, c'est :

- un programme dédié à tous les membres du CFSI : deux dispositifs continus de suivi-évaluation et de capitalisation ;
- sur la période 2014-2018 : 9 projets portés par 10 membres, 70 partenaires en France et dans 17 pays. Les projets ont bénéficié directement ou indirectement à 460 000 personnes ;
- sur la période 2019-2021 : 9 projets portés par 14 membres, une centaine de partenaires en France et dans 14 pays.

Programme Concerté Pluri acteurs Jousour (Algérie) : année d'adaptation et d'envol

L'année 2020 a été consacrée à la consolidation et à la valorisation des savoirs, des savoir-faire et des apprentissages, à la clôture du Programme Concerté Pluri Acteurs et à la construction du futur projet Jousour au service des Objectifs du Développement Durable. L'arrivée de la pandémie de la Covid-19 et la fermeture des frontières ont contraint à adapter les modes de faire et de communication.

Les faits marquants de l'année

Consolidation et valorisation des savoirs et apprentissages

Une projection du film « UTILES – Jousour des associations au service de la population » suivie d'un débat avec des acteurs associatifs a été co-organisée en février 2020 à Alger avec la délégation de l'Union européenne dans le cadre de la journée des ONG. Ce film de capitalisation met en relief l'utilité sociale des associations algériennes sur les champs du handicap, de la protection de l'environnement, de la santé, de la culture ou bien encore des droits de l'enfant.

Un autre film « Entre nos mains », dédié à mettre en valeur l'engagement citoyen des jeunes algériennes a également été réalisé.

En complément, un recueil de témoignages a été produit. Il présente l'engagement de femmes et d'hommes de plusieurs générations actifs sur des thématiques différentes pour humaniser le sens de l'engagement mais également identifier les déterminismes familiaux, sociaux qui favorisent cet engagement associatif et citoyen.

Rattrapé par la pandémie de la Covid-19 en mars 2020, le Programme s'est adapté. Les activités de bilans et d'échanges sont passées au numérique et la clôture administrative des 50 projets soutenus entre 2016 et 2020 a été accompagnée à distance.

Les membres de Jousour face à la pandémie de la Covid-19

Face à la pandémie, les temps de bilans se sont déroulés à distance via des outils numériques et après un temps de stupeur, une étude sur l'action des membres algériens et français de Jousour a été lancée.

Il a également été proposé aux membres dont les projets étaient toujours en cours de réadapter leurs initiatives. Les entretiens mettent en exergue le fait que les salariés et les bénévoles des organisations membres se sont mobilisés sur le terrain, en complémentarité avec les services des Etats et ont développé des actions concrètes pour lutter contre cette pandémie. En dépit du danger, ces femmes et ces hommes issus de toutes les générations, n'ont pas hésité à s'engager et nombre d'entre eux ont été contaminés par la Covid-19 dans le cadre des activités qu'ils menaient en faveur de leurs concitoyens.

Les services qu'ils ont développés, sur les deux rives de la Méditerranée, ont été divers : soutien au personnel soignant via l'organisation de services de transports et la mise à disposition d'hébergements, nettoyage d'espaces publics (maisons de retraites, écoles, maisons de jeunes, hôpitaux, universités...), lutte contre la fracture éducative grâce à la mise à disposition de matériels numériques, développement d'animations culturelles et/ou ludiques virtuelles, médiation sociale, distribution de denrées alimentaires et de produits d'hygiène à des populations démunies et précarisées, formation et sensibilisation aux gestes barrières, prise en charge psychologique de personnes fragilisées, fabrication et don de matériel de protection (masques, gels...), prise en charge médicale de personnes hospitalisées à domicile, information et orientation des populations.

LE PCPA JOUSSOUR EN QUELQUES CHIFFRES

Joussour rassemble 119 organisations membres, associations des deux rives, collectivités locales, services déconcentrés de l'État et universités...

Depuis 2008, Joussour a soutenu la mise en œuvre de 200 projets. Ces projets ont été développés au bénéfice de plus de 400 000 personnes.

- Entre 2017 et 2020, 50 projets ont été soutenus au bénéfice de 176 000 personnes dont 56 000 bénéficiaires directs, enfants, jeunes et leurs familles et 120 000 bénéficiaires indirects.
- Des produits de capitalisation produits et accessibles sur le site de Joussour : <http://pcpalgerie.org/coffret-pour-la-valorisation-de-l'utilite-sociale-des-associations/>
- Un nouveau projet « Joussour au service des objectifs de développement durable qui s'engagera en 2021 avec le soutien renouvelé et renforcé de la Délégation de l'Union européenne à Alger et de la Fondation de France a également été collectivement conçu.

crédits photos : Bariq21 et Tej 2020



Programme Concerté Pluri acteurs Congo en phase d'envol

Lancement de l'étude d'impact, capitalisation sur l'approche basée sur les droits, accompagnement au transfert du métier d'animateur pour des dynamiques inter-OSC : le PCPA Congo a progressé vers « son envol ». 12 dynamiques collectives sont soutenues et ont vocation à se pérenniser. Du fait de la pandémie de la Covid-19, le comité de pilotage s'est réuni à six reprises. Une étude sur l'implication des OSC dans la réponse à la pandémie de la Covid-19 a été menée et diffusée⁴.

Les faits marquants de l'année

Place aux dynamiques collectives et accompagnement de la cellule exécutive

En 2020, le PCPA a sélectionné 15 dynamiques collectives, dont 12 ont fait l'objet d'une convention en 2020, portées par des collectifs d'organisations de la société civile congolaises. Les sujets sont soit d'intérêt local (10 dynamiques), soit d'intérêt national (5 dynamiques). Il s'agit d'améliorer le bien-être des populations en mobilisant les pouvoirs publics concernés, soit pour leur demander de s'impliquer, soit pour leur demander d'appliquer des textes ou d'améliorer la prise en compte d'une situation sociale ou économique. Ces dynamiques ont vocation à se poursuivre après la fin du PCPA et sont accompagnées pour atteindre la plus grande autonomie organisationnelle et fonctionnelle possible. Des consultants externes sont mobilisées pour aider la cellule exécutive à transférer le métier d'animateur à ces organisations.

Étude d'impact et préparation de l'après-PCPA

En 2020, les membres du comité de pilotage ont été mobilisés pour sélectionner les consultants chargés de mener l'étude d'impact du PCPA. Elle portera sur l'analyse des effets en termes de travail entre OSC, travail avec les pouvoirs publics et émergence de « leaders associatifs ». Afin de préparer l'après-PCPA, les membres ont été consultés et un comité transitoire, chargé de réfléchir aux éléments de pérennisation du programme, a été mis en place. Il travaille sur les valeurs, les services à mettre en place, la structuration. Ce travail se poursuivra en 2021 et se fait sous l'égide du comité de pilotage.

Capitaliser sur l'approche basée sur les droits

Les 10 projets qui ont fonctionné selon une approche basée sur les droits en 2019 avec des groupes de personnes vulnérables (populations autochtones, jeunes en insertion, enfants marginalisés, femmes victimes de violences, personnes vivant avec le VIH-Sida, personnes vivant avec handicap) ont donné lieu à plusieurs outils de capitalisation : des fiches⁵ et, surtout, des capsules-vidéos mettent en image les résultats obtenus par ces différentes mobilisations qui concernent sept localités différentes.

PROJET AGIR ENSEMBLE POUR LA DÉFENSE DES DROITS DES MINORITÉS ET GROUPES VULNÉRABLES SOUTENU PAR L'UNION EUROPÉENNE, AVRIL 2017 – MARS 2020

Porteur et localisation	Groupe vulnérable	Lien
 AJID, Pointe Noire et Dolisie	Enfants et jeunes marginalisés/ jeunes artisans	https://youtu.be/uK_MZqTDG0Y
 ALPN, Dolisie	Personnes vivant avec handicap	https://youtu.be/3GEh7OAe2Lc

⁴ <https://pcpacongo.org/2020/07/22/la-societe-civile-congolaise-a-la-rescousse-dans-la-lutte-contre-la-covid-19/>

⁵ <https://pcpacongo.org/publications-institutionnelles-sur-le-pcpa/>

Porteur et localisation	Groupe vulnérable	Lien
 APMH, Makoua et Djambala	Personnes vivant avec handicap	https://youtu.be/VOTVaCK-Lmk
 APVPS, Pokola	Populations autochtones	https://youtu.be/vNyiJ-kTXzl
 CUDHOC, Brazzaville	Femmes victimes de violences / veuves	https://youtu.be/tFYvmlCEd0
 DORCAS, Dolisie	Personnes vivant avec le VIH	https://youtu.be/hc8vc80BhCA
 ENCRED, Brazzaville	Enfants et jeunes marginalisés / enfants	https://youtu.be/qYN9xQrnTYc
 ONDV-OC, Brazzaville	Femmes victimes de violences / veuves	https://youtu.be/RqR11KeQ3TY
 SIMCS, Pointe Noire	Enfants et jeunes marginalisés / enfants	https://youtu.be/XOWhrmRNztQ
 USC, Brazzaville	Femmes victimes de violences / travailleuses domestiques	https://youtu.be/roxWWTGryfE

LE PCPA CONGO EN QUELQUES CHIFFRES

Suite à l'Assemblée plénière tenue en novembre 2017, le PCPA Congo compte 149 membres : organisations de la société civile congolaise et française, actives dans la lutte contre la pauvreté et les inégalités et le respect des droits au Congo.

Le programme **renforce la société civile congolaise**, en dialogue avec ses homologues français et les pouvoirs publics, par une culture du faire ensemble, d'accompagnement au renforcement interne, de reconnaissance par les populations comme par les autorités.

En 2020, le PCPA Congo c'est :

- 12 nouveaux projets portés par des collectifs inter-associatifs appelés « dynamiques collectives », qui rassemblent 40 OSC et 12 pouvoirs publics.
- Ils travaillent sur des sujets sociaux (insertion des jeunes, accompagnement de personnes vivant handicap etc.), agricoles (filière cacao, pistes rurales), ou encore de veille citoyenne (droit des consommateurs, dette etc.).

De 2008 à fin 2020, le PCPA Congo c'est :

- 150 projets portés par des associations
- 250 000 personnes ont participé aux projets ou vu leur situation s'améliorer
- 257 pouvoirs publics mobilisés dans les projets sur leurs territoires : départements, communes, quartiers
- une page Facebook et un site :
<https://www.facebook.com/pcpacongo.brazzaville>
<https://pcpacongo.org/>

RAPPORT FINANCIER

Le modèle socio-économique et le fonctionnement du CFSI

Le CFSI est une plateforme qui regroupe des organisations impliquées dans la solidarité internationale. Ses activités s'organisent autour de ses deux missions sociales : agriculture et alimentation, société civile et participation⁶. Elles se concrétisent par le soutien financier à des actions réalisées principalement en Afrique, en Asie et en Amérique Latine. Les membres et les partenaires du CFSI les mettent en œuvre grâce à l'engagement solidaire des donateurs du CFSI et aux fonds octroyés par des bailleurs privés et publics, notamment l'Agence Française de Développement (AFD) et l'Union européenne. Pour chacun des programmes, un comité comprenant des intervenants bénévoles spécialisés sur une thématique (par exemple agriculture et alimentation), des représentants d'organisations membres et des salariés du CFSI sélectionne les propositions de projets. Le bureau du CFSI, composé de 4 personnes élues, en assure la validation. Chaque action fait l'objet d'une convention avec le porteur. Elle est alors suivie de manière précise et s'intègre à des programmes plus globaux. Ceux-ci peuvent faire l'objet d'évaluations externes et d'audits. L'équipe salariée anime des réunions de partage d'expériences pour tirer les enseignements des activités menées. Elle anime le réseau ALIMENTERRE pour sensibiliser les consommateurs aux enjeux d'une agriculture et d'une alimentation durables et solidaires et mène un plaidoyer en faveur du droit à l'alimentation.

Le compte de résultat par origine et destination

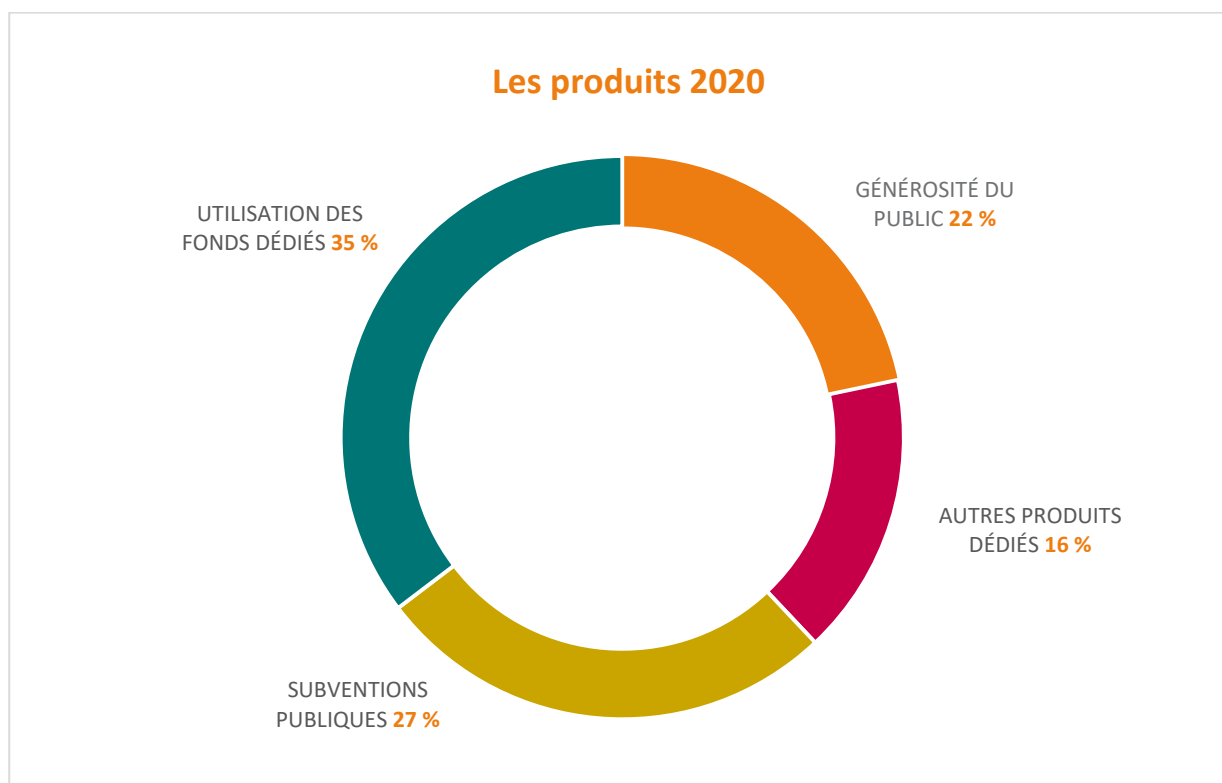
Le CFSI a établi le CROD (compte de résultat par origine et destination) conformément au nouveau règlement comptable 2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif. La colonne de gauche présente l'ensemble des produits collectés par le CFSI et leur utilisation. La colonne de droite indique les ressources issues de la générosité du public et leur ventilation. Cette colonne correspond aux informations présentées dans le Compte d'Emploi des Ressources (CER).

PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION EN EUROS	TOTAL	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE		
Dons et mécénat	612 317	612 317
Produits non liés à la générosité du public	458 752	
Subventions et autres concours publics	752 320	
Utilisation des fonds dédiés antérieurs	996 761	22 292
TOTAL DES PRODUITS	2 820 151	634 609
CHARGES PAR DESTINATION		
missions sociales	1 699 238	261 196
Frais de recherche de fonds	250 473	222 114
Frais de fonctionnement	298 813	98 300
Dotations aux provisions	8 264	0
Impôts	503	0
Reports en fonds dédiés de l'exercice	562 482	53 000
TOTAL DES CHARGES	2 819 772	634 609
Excédent	378	0

Les produits proviennent de :

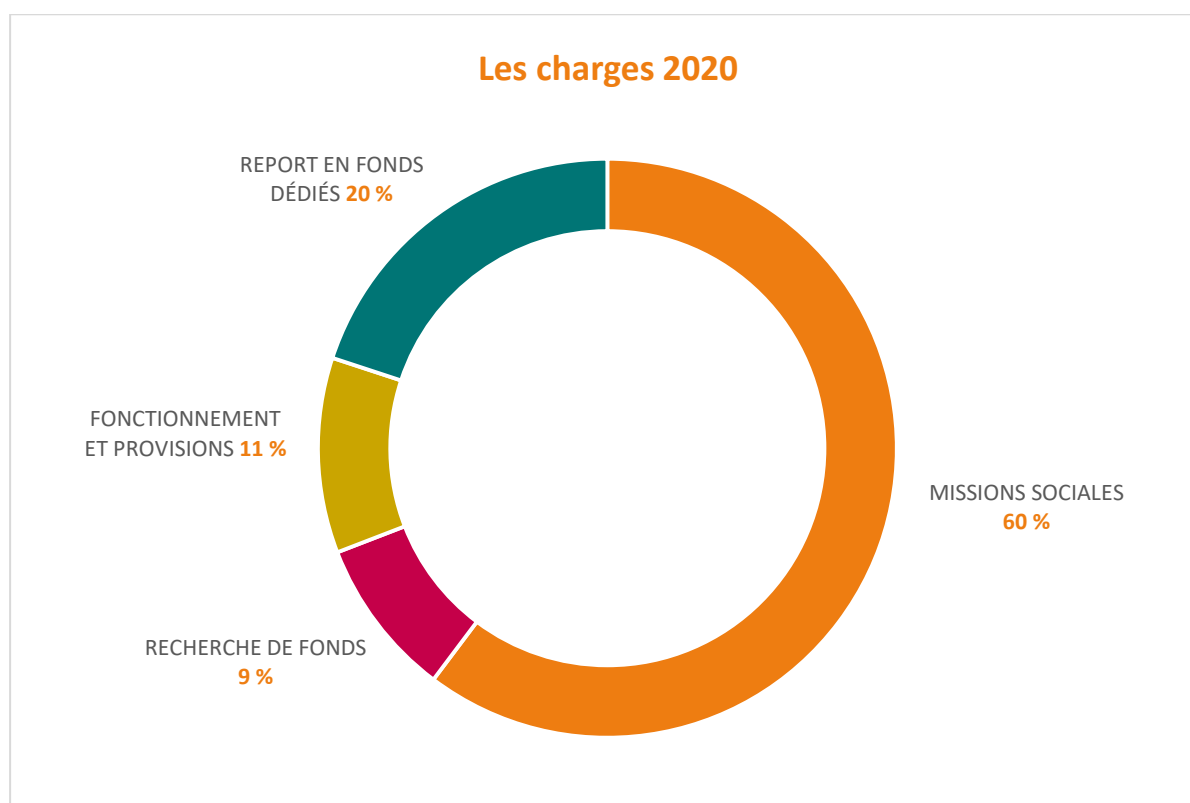
⁶ La mission sociale « Agriculture et alimentation » correspond aux activités en faveur du droit à l'alimentation – la mission sociale « Société civile et participation » aux activités qui visent à « Coopérer autrement ».

- 1) fonds privés (38 %) qui comprennent :
 - les ressources issues de la générosité du public (22 % des ressources) qui comprennent une donation et des dons des particuliers ;
 - des subventions privées qui correspondent à des soutiens de fondations, notamment de la Fondation de France ;
 - des autres produits, à savoir les cotisations des membres du CFSI, les participations financières des membres et des partenaires à des programmes ;
- 2) fonds publics (27 %) qui correspondent à des subventions de l'Agence Française de Développement. Elle cofinance les activités menées dans le cadre des missions sociales du CFSI. Une part réduite de ces subventions finance le fonctionnement ;
- 3) reprise des fonds collectés lors des exercices antérieurs et dédiés à des engagements pluriannuels (35 %).



Les charges comprennent :

- les missions sociales qui correspondent à la mise en œuvre les deux axes de travail du CFSI : agriculture et alimentation, coopérer autrement. Elles se déclinent majoritairement à l'international par le soutien à des actions en faveur du droit à l'alimentation, de la lutte contre la pauvreté et les inégalités réalisées par le CFSI et ses partenaires (71 % des missions) et également en France (29 %) notamment pour les actions de sensibilisation au droit à l'alimentation ;
- la recherche de fonds qui inclut les dépenses liées à l'information des donateurs (au maximum 4 courriers par an) et à la recherche de nouveaux donateurs ;
- le fonctionnement à savoir la vie associative, les frais de gestion générale de l'association (locaux, services administratifs) et la communication institutionnelle ;
- les reports en fonds dédiés des subventions et des dons qui correspondent aux engagements pris durant l'année 2020 pour des programmes pluriannuels et non réalisés durant l'exercice.



L'utilisation des fonds issus de la générosité du public

Le compte d'emploi des ressources présente l'utilisation des fonds issus de la générosité du public. En 2020 le CFSI a utilisé 634 609 € de fonds issus de la générosité du public. Ce montant correspond à la collecte de l'année (612 317 €) à laquelle s'ajoute la reprise des fonds dédiés (22 292 €). 261 196 € ont été imputés aux missions sociales et 53 000 € inscrits en engagements pour les programmes pluriannuels (ligne reports en fonds dédiés de l'exercice). La quasi-totalité des montants affectés aux missions sociales correspond au financement des initiatives soutenues à l'international, à savoir le soutien à des initiatives sur le terrain en faveur du consommateur local, des droits humains, de la jeunesse et de la lutte contre la pauvreté. 222 114 € ont été utilisés pour l'information des donateurs et la recherche de nouveaux donateurs et 98 300 € pour le fonctionnement.

Le bilan du CFSI

ACTIF EN EUROS	31/12/2019	31/12/2020	PASSIF EN EUROS	31/12/2019	31/12/2020
Actif immobilisé	23 500	37 555	Réserves	423 036	423 415
Créances (dont produits à recevoir)	2 174 447	3 183 075	Provision pour risques	0	
			Fonds dédiés	2 054 200	1 619 921
Trésorerie	2 408 822	1 847 060	Dettes	2 461 894	2 827 525
Charges constatées avance	1 819 853	2 243 646	Produits constatés d'avance	1 487 492	2 440 475
TOTAL ACTIF	6 426 623	7 311 336	TOTAL PASSIF	6 426 623	7 311 336

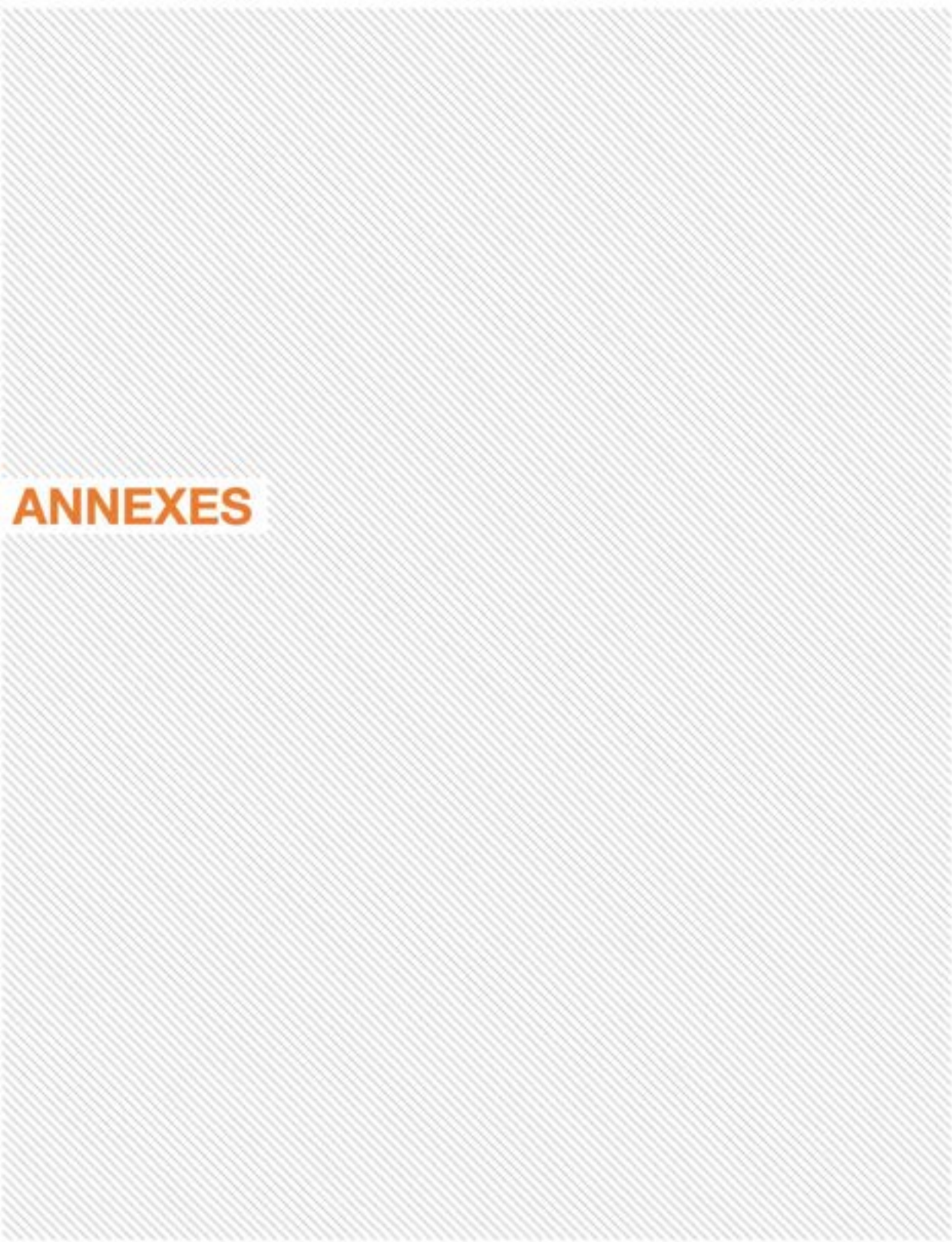
Le bilan présente la situation financière de l'association à la date de la clôture de l'exercice. L'augmentation du total du bilan reflète les principes d'action du CFSI. Pour être efficace, le CFSI inscrit dans la durée ses missions avec ses organisations membres ou des partenaires. L'état d'avancement des programmes fait varier chaque année le montant des charges et des produits constatés d'avance.

Les réserves du CFSI (fonds propres inscrits au bilan / total mensuel des emplois hors dotations aux engagements) correspondent à 2,3 mois d'activités. Ce ratio est légèrement supérieur à celui de 2019 du fait de l'impact de la pandémie qui a entraîné une baisse de nos dépenses d'activité en 2020. Il reste toujours insuffisant pour assurer la pérennité des actions du CFSI.

Certification des comptes : les comptes de l'exercice 2020 ont été certifiés par Doucet, Beth et associés, représenté par Madame Nathalie Elio, commissaire aux comptes du CFSI.

Publication des comptes : les comptes détaillés sont déposés chaque année sur le site du Journal Officiel. Ils sont disponibles sur le site Internet du CFSI et sont envoyés par courrier sur simple demande.

Agrément : le 28 mars 2019, le Don en Confiance a renouvelé l'agrément triennal du CFSI. Le Don en Confiance est un organisme d'agrément et de contrôle des associations et fondations faisant appel à la générosité du public. Depuis plus de 30 ans, il a élaboré un ensemble de règles de déontologie regroupées dans une Charte reposant sur quatre grands principes : fonctionnement statutaire et gestion désintéressée, rigueur de la gestion, qualité de la communication et de la collecte de fonds, transparence financière. Les organisations agréées s'engagent à respecter cette Charte. Le Don en Confiance en contrôle l'application. Pour en savoir plus : www.donenconfiance.org.



ANNEXES

Liste des projets sélectionnés et suivis en 2020

PROMOTION DE L'AGRICULTURE FAMILIALE EN AFRIQUE DE L'OUEST (PAFAO)

PAYS D'ACTION	Porteur	Partenaire	Titre de l'action	Montant attribué	Durée en mois
FINANCEMENT CFSI ET AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT					
Bénin	CS	ABS	Connexion agriculteurs consommateurs	30 000 €	30
Togo	AgroDR	Fondacio	Intensification agroécologique et conquête des marchés de proximité (Pamdiam 2020-2022)	30 000 €	24
Mali	Teriya Bugu	AAPBV	Renforcement d'une filière halieutique intégrée dans le cercle de Bla	50 000 €	33
Togo	Grad	Oadel	Promotion de la consommation de produits locaux pour soutenir la souveraineté alimentaire des pays africains	30 000 €	24
Bénin	Aced	Gret	Améliorer la mise en marché des produits maraichers agroécologiques issus du compost des jacinthes	50 000 €	33
Bénin	Urpal	-	Solidarité aux producteurs et au consommateurs local face aux effets du Covid-20	19 818 €	12
Togo	Oadel	-	Appui à l'élargissement de la distribution des produits alimentaires locaux à Lomé	15 283 €	8
Burkina Faso	Apil	-	Appui à l'amélioration de la résilience des agropasteurs affectés par la crise du Covid-19 dans la province du Sanmatenga	19 971 €	6
Burkina Faso	Fepab	-	Appui à la résilience des jeunes agricultures face au Covid-19 (Parej-Covid-19)	20 000 €	10
Mali	ICD	-	Renforcement de la résilience du lait local face au covid-19 - Le lait local vs covid-19	19 916 €	12
Sénégal	SOS Faim Be	ANPDI	Soutien aux femmes productrices, transformatrices et restauratrices de la filière lait à Fatick	15 426 €	12
Burkina Faso	Aprossa	-	Appui aux initiatives de relèvement post crise Covid-19 de ménages vulnérables	20 000 €	12
multipays	Oxfam AO	-	Actions de plaidoyer pour des politiques commerciales et de développement favorables au lait local	16 000 €	12
TOTAL financement 2020 CFSI et Agence Française de Développement				336 414 €	
FINANCEMENT FONDATION DE France					
Côte d'Ivoire	Nitidae	AIER	Un label ivoirien agroécologique et/ou biologique, de bons produits pour tous !	49 769 €	36
Burkina Faso	Trias	UPCPOSNM	Produire et vendre des oignons de qualité dans le Sanmatenga (Provos)	50 000 €	36
Burkina Faso	RPBHC	Nitidae	Mise en place d'une plateforme de transformation des produits locaux adaptés à la consommation des ménages ruraux et urbains	50 000 €	36
Sénégal	SOS Faim Be	Adid	Le lait du Djoloff à la conquête du marché sénégalais	50 000 €	36
Sénégal	Gret	Apess	Filière lait à Dagana : concertation interprofessionnelle, services et diversification des débouchés	50 000 €	36
Burkina Faso	ESF	Apil	Filière Lait, durable, sociale et solidaire de l'Oubritenga : des consommateurs renouent avec le lait local	50 000 €	36
Ghana	KKP	SWA	Family farms for future food and improved quality of life project (4-FIQL-P)	38 875 €	39
Sénégal	Ceedd	AFS	Impliquer les consommateurs dans la	50 000 €	36

PAYS D'ACTION	Porteur	Partenaire	Titre de l'action	Montant attribué	Durée en mois
			promotion du consommateur local et la distribution des produits.		
Guinée	Grdr	Cam	Développement d'une offre de qualité et valorisation des produits vivriers dans la restauration de rue à Boké	50 000 €	36
Sénégal	Grdr	-	Plan de soutien à la résilience du système alimentaire du département de Rufisque dans le contexte de la pandémie Covid-19	20 000 €	8
Bénin	Hortitechs	-	Appui d'urgence à la filière fruits et légumes du Bénin pour des marchés institutionnels	15 745 €	7
Sénégal	CNCR	Gret	Actions de plaidoyer pour des politiques commerciales et de développement favorables aux productions maraîchères et arboricoles locales (Haute Casamance)	20 000 €	10
TOTAL financement 2020 Fondation de France				494 389 €	

ALIMENTERRE – Coordination territoriale

Coordination	Territoire	Montant attribué	Durée en mois
FINANCEMENT CFSI, AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT, Fondation Danielle et Nina Carasso, Biocoop, Léa Nature, Vrai			
Artisans du Monde Bourg en Bresse	Ain	3 000 €	36
Association A.N.I.S étoilé	Auvergne	12 400 €	36
Association Lafi Bala	Languedoc-Roussillon	14 000 €	36
Cap Solidarités	Hauts de France	9 000 €	36
Centraider	Centre Val de Loire	10 200 €	36
Collectif Régional d'Associations de Solidarité Internationale	Midi-Pyrénées	10 500 €	36
Coopération Atlantique Guinée 44	Pays de la Loire	13 200 €	36
CREDI-ONG / Réseau France-Bénin	Bénin	7 600 €	36
E'changeons le Monde	Hautes-Alpes	4 100 €	36
GESCOD	Grand Est	9 000 €	36
Horizons solidaires	Normandie	13 000 €	36
Maison des Droits de l'Homme	Limousin	9 400 €	36
OADEL / RECIDEV	Togo	13 200 €	36
Réseau associatif pour le Développement et la Solidarité Internationale en Nouvelle Aquitaine	Aquitaine	13 800 €	36
Réseau Bretagne Solidaire	Bretagne	12 100 €	36
Réseau Citoyenneté Développement	Bourgogne Franche-Comté	10 000 €	36
TOTAL des financements attribués en 2020 pour les coordinations territoriales		164 500 €	

AGRICULTURE ET ALIMENTATION – Initiative territoriale lait

Coordination	Territoire	Montant attribué	Durée en mois
FINANCEMENT CFSI, AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT			
RBS	Bretagne Burkina Faso	28 675 €	23
RéCiDev	Bourgogne Franche Comté Sénégal	11 300 €	21
Anis	Auvergne Rhône Alpes	28 675 €	22
Guinée 44	Pays de la Loire	28 675 €	20
HS	Normandie Burkina Faso Mali	28 675 €	21
TOTAL des financements attribués en 2020 pour les animations territoriales lait		164 500 €	

COOPÉRER AUTREMENT EN ACTEURS DE CHANGEMENT

PORTEUR	Territoire	Titre de l'initiative	Montant attribué	Durée en mois
FINANCEMENT CFSI, AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT				
Coopération Atlantique Guinée 44	France	Dispositifs, pratiques et outils de la coopération internationale en Pays de la Loire pour améliorer notre contribution collective aux ODD ici et ailleurs en renforçant les approches pluri-acteurs	34 660 €	15
IFAID	France	Les acteurs territoriaux au service d'une coopération renforcée	31 000 €	10
TOTAL financements attribués 2020			65 660 €	

PCPA ALGÉRIE - JOUSSOUR

PORTEUR	Intitulé du projet	Financement
FINANCEMENT CFSI, AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT		
Etoile Culturelle Akbou	Tamuri	3 993 €
bariq21	L'autre regard et sensibilisation aux gestes barrières Covid-19 (Zéro Pandémie)	3 852 €
El-Ikram	Le carrefour associatif-Ensemble pour lutter contre la Covid-19	3 582 €
Ciné+	Quand le cinéma rencontre la littérature	2 240 €
Cités Unies France	Joussour, pour une coopération Franco-Algérienne durable	4 000 €
Bel Horizon	Vivre ensemble en paix	399 €
Tudert	Portes ouvertes sur l'association Tudert	3 998 €
TOTAL des financements attribués en 2020 au fonds d'appui à la valorisation de l'utilité sociale de l'action associative		22 063 €

PCPA CONGO

INTITULE DU PROJET	Porteur	Subvention
FINANCEMENT CFSI, AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT		
Concertation multi-acteurs pour accroître la contribution de l'artisanat à la création d'emplois, à la diversification de l'économie locale et à la réduction de la pauvreté à Dolisie et Pointe-Noire.	Association pour l'Assistance et le Développement des Jeunes Filles Mères	11 242 €
Prise en charge pluri dimensionnelle du couple mère-enfant	Association congolaise pour le bien-être familial	11 246 €
La lutte contre les violences faites aux femmes	Association Femmes et Emancipation	11 250 €
Contribution à l'amélioration de la production agricole de Makoua	Association jeunesse active de Makoua	11 236 €
Entretien de la piste agricole du bassin de production de Mbindjo	Association pour la promotion des écosystèmes tropicaux et pour la protection de l'environnement	11 246 €
Travail sur les questions environnementales	Association routes, agriculteurs et éleveurs du Congo	11 248 €
Luttons contre la violence et la maltraitance faites aux Enfants	Secours International du Mouvement Chrétien pour la Solidarité	11 249 €
Le développement de la cacao culture dans le département de la Sangha	Univers des défenseurs des écosystèmes de Miélé-Kouka	11 248 €
La jeunesse un enjeu majeur et partagé au Congo	Association des Scouts et Guides du Congo	16 250 €
Projet de structuration et de consolidation de la Plateforme Dette et Développement	Fondation Niosi	15 424 €
Renforcement de la structuration du réseau en vue de la protection des droits des consommateurs en république du Congo	Observatoire congolais des droits des consommateurs	15 833 €
Promotion, respect et mise en œuvre des droits de l'enfant	Réseau des intervenants sur le phénomène des enfants en rupture	15 921 €
TOTAL financements attribués en 2020		153 392 €

Liste des projets pluriannuels suivis en 2020

PROMOTION DE L'AGRICULTURE FAMILIALE EN AFRIQUE DE L'OUEST (PAFAO)

PAYS DE L'ACTION	Porteur	Partenaire	Intitulé du projet	Montant attribué
FINANCEMENT CFSI				
Burkina Faso	Gret	Fepab	Valorisation des produits locaux transformés pour les marchés urbains au Burkina (Repam)	50 000 €
Burkina Faso	ABADAS	UML-B	Mini-laiteries innovation et stratégie 2022	50 000 €
Guinée-Bissau	GRDR	BALOLAM	Appui à la commercialisation de masse de l'huile de palme durable en région de Cacheu	50 000 €
Sénégal	Grdr	CRCR	Approvisionnement des cantines scolaires et marchés de Ziguinchor en produits maraichers sains par les producteurs des quartiers péri urbains	50 000 €
Sénégal	SOL	FONGS	Promotion de la souveraineté alimentaire par la valorisation des céréales locales au Sénégal	50 000 €
TOTAL financement CFSI				250 000 €
FINANCEMENT CFSI ET AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT				
Bénin	CREDI	PU	Une filière arachide forte comme alternative aux importations d'huiles de palme au Bénin	41 661 €
Burkina Faso	Apess	Gret	Plateformes d'innovations lait à Djibo, Banfora et Ouahigouya	50 000 €
Burkina Faso	TFL	Gret	Structuration et actions de plaidoyer de l'interprofession Lait au Burkina Faso	50 000 €
Burkina Faso	UPROMABIO	AFDM	Accélération de la consommation à grande échelle des fruits de l'agro-écologie au Burkina	50 000 €
Mauritanie	Gret	Soninkara	Réseaux et partenariats pour le maraîchage paysan au Guidimakha	50 000 €
Sénégal	AT	Asdes	Les produits locaux transformés par des micro-entrepreneurs du Kaolack s'imposent sur le marché local	49 314 €
Sénégal	ADOS	DÉPARTEMENT RANÉROU	Promotion, valorisation et consommation locale des produits forestiers du Ferlo (provacol-ferlo)	49 997 €
Sénégal	lpar	Inter-réseaux	Promotion du consommateur local à travers la valorisation des céréales locales et la connexion aux marchés	48 185 €
Togo	ESF	Oadel	Du champ à l'assiette	50 000 €
TOTAL financement CFSI et Agence Française de Développement				439 157 €
FINANCEMENT CFSI, AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT ET FONDATION DE FRANCE				
Bénin	URP-AL	Icra	Réduction du déficit en protéine des populations des villes et campagnes du sud-Bénin	49 996 €
Mali	SOS Faim Belgique	USCPCD	Diversifications agroécologiques et consommation des productions maliennes	49 394 €
Sénégal	Enda Pronat	Enda Europe	Diversification de l'offre et démultiplication des points de vente des produits sains à Dakar	49 958 €
TOTAL financement CFSI, Agence Française de Développement et Fondation de France				149 348 €

PAYS DE L'ACTION	Porteur	Partenaire	Intitulé du projet	Montant attribué
FINANCEMENT FONDATION DE France				
Bénin	URP-AL	ICRA	Promotion du consommables local en milieu scolaire	49 927 €
Bénin	URP-MC	JED	Promotion de l'aviculture familiale améliorée dans le Mono-Couffo (Pafa)	49 500 €
Bénin	PNOPPA	DD	Amélioration de la compétitivité de deux produits locaux (wagashi et ananas pain de sucre)	49 595 €
Bénin	AFL	Amap Bénin	Faciliter l'accès des produits agricoles locaux aux marchés institutionnels (Fapami)	50 000 €
Bénin	Afdi Aquitaine	Anoper	Accès au marché du fromage gassirè produit par les familles d'éleveurs du Bénin	50 000 €
Burkina Faso	APROSSA	AV	Appui aux initiatives locales de commercialisation des produits agricoles	49 761 €
Burkina Faso	FIAB	GRET	Valorisation des produits locaux (PFNL, lait, niébé) et professionnalisation des MPME agroalimentaires	50 000 €
Burkina Faso	RIKOLTO	UNPRB	Renforcement de l'accès des OP aux marchés institutionnels au Burkina Faso	49 882 €
Burkina Faso	RONGEAD	CNABIO	Consolidation de la filière maraîchage certifiée Bio SPG de la région d'Ouagadougou	48 920 €
Burkina Faso	Gret		Construction d'un modèle d'entrepreneuriat social de vente d'aliments fortifiés locaux en milieu urbain	19 945 €
Burkina Faso	AFL	CPF	Accompagnement des Acteurs sur les marchés Institutionnels AGRicoles (Amiagri)	30 000 €
Burkina Faso	Fert	Fugcom	La Fugcom: OP actrice de son territoire pour mieux produire et vendre l'oignon	50 000 €
Côte d'Ivoire	APDRA	APCI	Tilo : développement de l'offre du tilapia local par la pisciculture familiale en Côte d'Ivoire	50 000 €
Ghana	Noe	Northcode	Développement d'une filière de miel villageois au Ghana	30 000 €
Guinée	UNIVERS-SEL	FEDE KAFO	Développement durable de l'agriculture de mangrove (Déduram)	45 000 €
Mali	ICD	CIDR	Défi lait - Lutte contre la malnutrition rurale et urbaine par la valorisation du lait local au Mali	50 000 €
Mali	RIKOLTO	PNPR-M	Au Mali, les OP de riz accèdent à une part importante des marchés institutionnels	45 735 €
Mali	Grdr	RHK	Promotion des filières porteuses pour nourrir les villes	50 000 €
Mali	Grdr	UNMFR-M	Jeunesse et emploi pour nourrir les villes	50 000 €
Mauritanie	Gret	Soninkara	Structuration des filières maraîchères dans le Guidimakha	50 000 €
Multi pays	AFL	OADEL	Promotion des produits locaux à travers la restauration sur les marchés de masse et institutionnels (Parmi)	50 000 €
Multipays	Urgenci	Cfape	Consolider et populariser les partenariats locaux solidaires pour l'agroécologie	50 000 €
Multipays	Roppa	Inter-réseayx	Ensemble pour un dialogue politique qui booste les achats des produits locaux (pro-	48 000 €

PAYS DE L'ACTION	Porteur	Partenaire	Intitulé du projet	Montant attribué
			locaux)	
Niger	Iram	Karkara	Nariindu 2 : consolider les acquis, changer d'échelle	50 000 €
Niger	Iram	Karkara	Nariindu 3: promouvoir le lait local au Sahel	50 000 €
Sénégal	SOS FAIM BELGIQUE	ANDPI	Une alimentation plus locale et diversifiée dans les cantines scolaires rurales défavorisées	49 546 €
Sénégal	CEEDD	SUKHALI	Reconnecter les marchés locaux par la végétalisation des quartiers urbains et périurbains	49 956 €
Sénégal	Fapal	-	Pour la reconquête de la consommation familiale en produits locaux au Sénégal	19 200 €
Sénégal	Fongs	Gret	Accès des femmes à la terre et au marché pour une alimentation saine et durable (Aftema)	50 000 €
Sénégal	Gret	Apess	Diversification des revenus et développement des filières locales à Dagana	50 000 €
Sénégal	Grdr	Cicodev	Soutien à la relocalisation de l'alimentation à Rufisque (Rear)	50 000 €
Sénégal	Rikolto	Feproba	Des solutions digitales pour une gestion efficace de la commercialisation du riz	49 532 €
Sénégal	Enda Pronat	WFD	Commercialisation en masse des légumes sains dans les marchés territoriaux ruraux et urbains	49 950 €
Togo	ETD	Resolis	Repérage d'initiatives alimentaires responsables et durables (Riard)	50 000 €
TOTAL financement Fondation de France				1 584 449 €

COOPÉRER AUTREMENT EN ACTEURS DE CHANGEMENT

PORTEUR	Territoire	Titre de l'initiative	Montant attribué
FINANCEMENT CFSI ET AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT			
ADESAF	Allonnes (Pays de la Loire) Sangha (Mali)	Le développement local durable à Allonnes (France) et à Sangha (Mali) plus d'alliances pour plus de réciprocité entre les territoires	40 000 €
Cap Solidarités	Hauts-de-France Oujda (Maroc) Saint-Louis (Sénégal) N'Djamena (Tchad)	ODD LLabs : les ODD pour des territoires inclusifs et ouverts sur le monde	58 000 €
CFDT	Sénégal France	Favoriser le travail décent de personnes en situation de précarité	60 000 €
CGT France	Bretagne Inde Bangladesh Philippines Corée du Sud Japon	L'urgence climatique et écologique et la transition socialement juste	60 000 €
Grdr Migration Citoyenneté Développement	Oran et Tlemcen (Algérie) Nouvelle Aquitaine Hauts de France	Développement des Initiatives Citoyenne et Economique des habitants des quartiers défavorisés entre la France et l'Algérie	60 000 €
Guinée 44	Basse Guinée Pays de la Loire	Contribuer au développement économique et social, inclusif et durable, des territoires ruraux des préfectures de Kindia et de Boké	60 000 €
Pays de Savoie solidaires	Savoie Bignona (Sénégal)	Terra Pro (Territoires Apprenants et Professionnalisants)	60 000 €

PORTEUR	Territoire	Titre de l'initiative	Montant attribué
FINANCEMENT CFSI ET AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT			
Secours populaire français	Comasagua (Salvador) Nouvelle Aquitaine Ile de France Grand Est Occitanie Catalogne (Espagne)	Des acteurs pluriels, au Salvador et en France, développent des liens solidaires et professionnels et agissent en complémentarité pour répondre à des enjeux économiques, sociaux et environnementaux	60 000 €
UNIVERS-SEL	Guérande Delta du Siné Saloum (Sénégal)	Projet d'appui à la valorisation de la production de sel des exploitations familiales du delta du Sine Saloum (APEFASS)	60 000 €
Total des initiatives pilotes suivies en 2020			518 000 €

PCPA ALGÉRIE - JOUSSOUR

INTITULÉ DU PROJET	Porteur	Montant attribué
FINANCEMENT CFSI, AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT		
Vivre ensemble	Association pour l'Accès à l'Education et la Culture	17 414 €
J'écris mes droits	La voix de l'enfant	17 813 €
Vers un autre regard	Association Culturelle Bel Horizon	17 493 €
L'action Locale	Association Etoile Culturelle d'Akbou	17 479 €
Houmti	SDH	17 497 €
Etre piéton ça s'apprend	AFD	13 650 €
Mon identité, mon patrimoine	El Bahdja	17 491 €
Développement de la femme rurale	Kenza	16 326 €
TOTAL fonds d'appui aux animations thématiques		135 163 €
FINANCEMENT CFSI, AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT ET UNION EUROPENNE		
Expression et participation citoyenne de l'association agir pour l'accès à l'éducation et à la culture	Association pour l'Accès à l'Education et la Culture	11 247 €
Accompagnement des jeunes pour un meilleur engagement associatif permettant l'optimisation de l'intervention des associations dans leur environnement.	Association Humanitaire Tudert village Fethoune	11 079 €
Découvrir, comprendre et agir	Association féminine Aicha Oum El Mouminine	11 247 €
Young Green Action 'Yo.G.A'	Association Etoile Culturelle d'Akbou	11 165 €
Green City Bouandas 2018	Association Thidoukla pour les activités des jeunes	8 525 €
Horizon ciné populaire	Association Culturelle Bel Horizon	10 764 €
Renforcer l'esprit de citoyenneté	Association Culturelle Jil Saad	10 919 €
Les jeunes au service des enfants en situation de handicap	Association TEJ pour la santé	10 217 €
TOTAL des fonds d'appui aux initiatives jeunesse		85 162 €
Les métiers du livre au cœur de l'insertion des jeunes : La Bande Dessinée comme appui	Association pour l'Accès à l'Education et la Culture	39 234 €
Préservons l'enfance en sécurisant les naissances	Association Tej pour la Santé	38 846 €

INTITULÉ DU PROJET	Porteur	Montant attribué
Wafa refuge de l'enfant en difficultés mentales	Association Wafa des parents d'enfants en difficultés mentales	43 443 €
Une ferme cunicole pour les personnes handicapées	Association Ibtissama pour les personnes aux besoins spécifiques	43 978 €
Renforcement d'une approche implicative et participative dans la gestion environnementale pour un développement durable	Association Humanitaire Tudert village Fethoune	21 934 €
Niya – Pour une Culture de la Paix	Association pour la réhabilitation du vieil hôpital de Sidi El Houari	44 000 €
INSAF (équité et égalité, espace de prise en charge psychopédagogique pour enfants trisomiques, pour enfants en situation d'autisme et accompagnement de leur parents)	Association pour l'Aide, la Recherche et le Perfectionnement en Psychologie « SARP »	31 962 €
Une société accessible aux personnes handicapées est une société de droits accessible à tou-te-s	Fédération Algérienne des personnes handicapées (FAPH)	42 443 €
Les jeunes au service de la capitalisation des FAP's d'El Ghaith à travers la vidéo	Association de solidarité et de lutte contre la pauvreté et l'exclusion « El Ghaith »	43 973 €
Personnes Usagères de Drogues à Alger : état des lieux et mise en place de programme de réduction des risques (RdR)	Association de Protection Contre le Sida APCS Algérie	44 234 €
Total des fonds d'appui aux projets		394 046 €
Valorisation en France du PCPA-Joussour	Coup de soleil	2 000 €
Total des fonds d'appui à la valorisation de l'utilité sociale de l'action associative		2 000 €

PCPA CONGO

INTITULE DU PROJET	Porteur	Subvention
FINANCEMENT CFSI, AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT, L'UNION EUROPEENNE		
Respectons et promouvons les droits des personnes vulnérables	Association pour le Développement Urbain et Rural	17 000 €
Total des fonds d'appui aux projets suivis en 2020		17 000 €

Instances associatives

Organisations membres (décembre 2020)

Association pour le développement économique et social en Afrique (Adesaf), Agrisud International, Batik International, Cap Solidarités, Guinée 44, Confédération française démocratique du travail (CFDT), Confédération Générale du Travail (CGT), Cités Unies France (CUF), Échoppe, Électriciens sans frontières, Élevages sans frontières (ESF), Essentiel, Essor - Soutien Formation Réalisation, Fédération Artisans du Monde, Grdr - migration citoyenneté développement, Gret, Ingénieurs sans Frontières (ISF), Institut de Formation et d'Appui aux Initiatives de Développement (Ifaid), Pays de Savoie Solidaires, Secours populaire français (SPF), Sol, Syndicat National de l'Enseignement Technique et Agricole Public - Fédération syndicale Unitaire (Snetap-FSU), Univers-Sel, Union Nationale des Maisons Familiales Rurales d'Éducation et d'Orientation (UNMFREO).

Conseil de direction renouvelé par moitié le 29 septembre 2020

ORGANISATION	TITULAIRE	
	Yves	Le Bars
	Christophe	Alliot
BATIK International	Sarahi	Guttierez
BATIK International - suppléante	Pauline	De la Cruz
Cap Solidarités	Yaël	Guillemin
Cap Solidarités – suppléante	Faustine	Wawak
CGT	Marie-Christine	Naillod
CGT – suppléante	Renata	Tretiakova
Coopération Atlantique	Pierre	Demerle
Coopération Atlantique – suppléante	Elsa	Cardinal
Cités Unies France	Rose-Marie	Saint-Germès Akar
Cités Unies France – suppléante	Geneviève	Sevrin
Élevages sans frontières	Bruno	Guermonprez
Élevages sans frontières - suppléante	Pauline	Casalegno
Grdr	Olivier	Le Masson
Grdr - suppléant	Yvan	Le Coq
Gret	Damien	Thibault
Gret – suppléant	Rodolphe	Carlier
Ingénieurs sans Frontières	Fanny	Passicos
Ingénieurs sans Frontières - suppléante	Louise	Seconda
Pays de Savoie Solidaire	Laurent	Balas
Pays de Savoie Solidaire – suppléante	Mireille	Montagné
Sol	Clotilde	Bato
UNMFREO	Valérie	Plougastel
UNMFREO - suppléante	Cécilia	Cainjo

Président élu par l'Assemblée générale du 27 juin 2017

Yves Le Bars

Bureau élu par le conseil de direction du 26 novembre 2020

Vice-présidente	Marie-Christine Naillod
Trésorier	Christophe Alliot
Secrétaire	Jean-Philippe Delgrange

Comité stratégique du programme « Coopérer autrement en acteurs de changement » (nommé par le conseil de direction fin 2018)

- trois représentants du conseil de direction : Damien Thibault (Gret), Olivier Le Masson (GRDR), Faustine Wawak (Cap Solidarités)

Comités consultatifs en 2020

Les membres des Comités consultatifs sont nommés par le conseil de direction pour une durée de trois ans renouvelable une fois. Ils participent à l'instruction des projets financés par le CFSI et de proposent au bureau les projets à retenir.

NOM	Représentant d'une organisation membre du CFSI	Nommé en	Thématique
Clotilde Bato	Oui (Sol)	2020	Agriculture et alimentation
Martine François	Oui (Gret)	2018	Agriculture et alimentation
Didier Kauffmann	Non	2018	Agriculture et alimentation
Christophe Jacqmin	Non	2018	Agriculture et alimentation
Emmanuel Matteudi	Non	2019	Coopérer autrement
Ousmane Syll	Non	2019	Coopérer autrement
Bruno Chabasse	Non	2020	Coopérer autrement
Rose-Marie Saint Germès Akar	Non	2020	Coopérer autrement
Faustine Wawak	Oui (Cap Solidarités)	2019	Coopérer autrement
Thibault Queguiner	Oui (Elevages sans frontières)	2019	ALIMENTERRE
Cecilia Cainjo	Oui (UNMFREO)	2019	ALIMENTERRE

L'équipe salariée au 15 juin 2021

Comptable	Styven Courbon (CDD) CDI en cours de recrutement	Comptabilité
Chargée d'information agriculture et alimentation	Hélène Basquin Fané	Gestion et animation du centre de ressources alimenterre.org Capitalisation Pafao
Responsable programme jeunesse et société civile	Agnès Belaïd	PCPA Algérie Coopérer autrement en acteurs de changement
Responsable administrative et financière	Fabienne Clochette	Gestion administrative et financière
Responsable programme agriculture et alimentation	Isabelle Duquesne	Gestion et animation programme agriculture familiale en Afrique de l'Ouest
Responsable plaidoyer institutionnel	Pascal Erard	Plaidoyer vis-à-vis des décideurs européens
Responsable programme société civile et participation	Astrid Frey	PCPA Congo Coopérer autrement en acteurs de changement
Chargée de mission donateurs et logistique	Margaux Geoffray	Relation donateurs, appui administratif
Chargée de communication	Minh Maudoux	Communication : proposition et suivi des orientations générales Supports : création et diffusion
Chargée de mission agriculture et alimentation	Alice Moreau (CDD)	Suivi fonds agriculture familiale en Afrique de l'Ouest
Déléguée générale	Anne-Françoise Taisne	
Chargée de programme citoyenneté et réseau ALIMENTERRE	Gülseren Verroust Altun	Animation du réseau ALIMENTERRE et festival de films

Glossaire

Alliss	Alliance Sciences Société
AFD	Agence Française de Développement
APD	Aide publique au développement
APE	Accord de partenariat économique
CAAC	Coopérer autrement en acteurs de changement
CGT	Confédération Générale du Travail
CNIEL	Centre National Interprofessionnel de l'Économie Laitière
ECVC	Coordination européenne Via Campesina
FADM	Fédération Artisans du Monde
F3E	Évaluer, échanger, éclairer
INRAE	Institut National de Recherche pour l'Agriculture, l'Alimentation et l'Environnement
ISARA	Institut supérieur d'Agriculture Rhône-Alpes
ODD	Objectifs de développement durable
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations unies
OSC	Organisation de la société civile
PAC	Politique agricole commune
Pafao	Programme d'appui à l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest
PCPA	Programme concerté pluri acteurs
Red	Réseau Éducation à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale
Roppa	Réseau des organisations paysannes et de producteurs d'Afrique de l'Ouest
UE	Union européenne
UNDROP	Déclaration des Nations unies sur les Droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales



COMITÉ FRANÇAIS POUR
LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

32, rue Le Peletier
F-75009 Paris

Tél. : 33 (0) 1 44 83 88 50
Fax : 33 (0) 1 44 83 88 79

N° ISSN : 2647-0322

@ : info@cfsi.asso.fr
www.cfsi.asso.fr

